

L'AMI DU PEUPLE,  
O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,  
Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la Patrie,  
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Jeudi 25 Mars 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 23 Mars 1790.

Décrets de l'Assemblée nationale. -- Avertissement de l'Ami du Peuple. -- De GUIGNOT, ex-perruquier, continuateur de l'Ami du Peuple. -- Du sieur BOUCHER D'ARGIS. -- Du Livre rouge.

Principe fondamental : tout juge de première instance qui prononce en dernier ressort, peut être impunément un prévaricateur (1). Nos muni-

(1) Le châtelet ne nous en a-t-il pas donné assez d'exemples ?

cupaux , auxquels l'assemblée nationale a attribué provisoirement l'exercice de la police , seroient bientôt devenus autant de despotes oppresseurs, si leurs jugemens eussent été sans appel. M. Target a senti cette vérité ; et il a proposé à ce sujet un décret qui , après quelques débats , a été admis en ces termes :

« L'appel des jugemens de police rendus par  
 » les corps municipaux aura lieu provisoirement  
 » et jusqu'à l'organisation de l'ordre judiciaire ;  
 » dans tous les cas où il est autorisé par les  
 » réglemens actuels : et provisoirement aussi ,  
 » il sera porté devant les juges royaux , ou autres  
 » juges remplissant les mêmes fonctions , dans le  
 » ressort desquels les municipalités sont situées ,  
 » et ces juges ne pourront être en moindre nombre que trois ».

Qui croira jamais que sur la discussion du projet présenté par M. Target , M. Buzot s'est écarté dans l'auguste sénat jusqu'à dire « que les  
 » appels devoient être bannis de notre constitution , qu'ils étoient des chimères , et qu'ils  
 » ne pouvoient être d'aucune utilité ». Quels principes ! Je l'ai déjà dit , et je le répète : tout juge qui ne craindra pas la révision d'un juge supérieur , sera injuste , inique , toutes les fois qu'il aura intérêt à l'être ; et cela est inconciliable avec une bonne législation.



Il a été ensuite décrété, sur le rapport du comité des finances; « que les douze commissaires nommés par le décret du 17 de ce mois, pour aviser au choix et à l'estimation des biens domaniaux et ecclésiastiques qui seront vendus à la municipalité de Paris et autres municipalités du royaume, seront autorisés à choisir quatre d'entre eux pour prendre connoissance successivement de la situation et des opérations habituelles de la caisse d'escompte, et pour mettre la commission en état de concilier les intérêts des créanciers de la caisse, porteurs de ses billets, avec les mesures prises avec lesdites municipalités, relativement aux biens domaniaux et ecclésiastiques qui leur seront aliénés ».

Après cela, M. Barnave a fait lecture d'un projet d'instruction relatif à la formation prochaine des assemblées coloniales, dont l'examen et la discussion ont été renvoyés à samedi prochain.

Sur une lettre de M. de la Tour-du-Pin, on alloit décréter que tout ce qui est dû en traitemens ou appointemens d'activité des officiers, seroit compris dans les dépenses courantes, et acquitté, sous ce rapport, par le trésor royal: heureusement M. Camus, cet inexorable dénonciateur des abus, s'y est opposé: il a fait voir combien les dispositions du décret provisoire

sur le paiement des pensions avoient été ouvertement enfreintes ; a demandé que l'examen en fût , avant tout , renvoyé au comité de liquidation ; et c'est ce qui a été ordonné.

#### Avertissement de l'Ami du Peuple.

LE palais fastueux du philosophe Bailly est gardé par des soldats nationaux , qui , bien armés , ne craignent rien : moi , je le suis par douze ou quinze cents colporteurs que je fais vivre , et qui craignent autant et plus pour moi que pour eux-mêmes. Or hier , à quatre heures du matin , un de mes gardiens , saisi d'une terreur panique , vint m'avertir , d'un air effaré , que j'allois à l'instant recevoir la visite de l'illustre Carle et de l'huissier Damiens. La planche de ma feuille fut à l'instant brisée , et les exemplaires livrés aux flammes. -- La nouvelle étoit fausse. Je n'ai point reçu la visite de ces messieurs : mais j'ai perdu mon numéro , qui n'a pu paroître ; et mes pauvres gardiens ont perdu leur journée.

De GUIGNOT , ex-peruquier , et continuateur de l'Ami du Peuple.

Que Guignot déshonore chaque jour mon titre par les rapsodies les plus plates et les plus indigestes , passe ; il faut que tout le monde vive , larrons et autres : tant-pis pour ceux qui



se laissent tromper par Guignot, qui a pour imprimeur J. Carol: mais que Guignot me singe, c'est ce dont je crois devoir avertir le public. — Or, parce que je parlois quelquefois de moi dans mes numéros, Guignot a cru que pour intéresser il devoit parler aussi de lui dans les siens: en conséquence, il vient de remplir son n°. 143, qui me tombe par hazard sous la main, d'un **PROJET EN FAVEUR DES INDIGENS.**—Guignot, veux-tu cesser de l'être? suis la leçon que je t'ai donné dans mon dernier numéro: quitte la plume, et reprends le peigne et la savonnette; tu gagneras plus qu'à écrire.

Du sieur Boucher d'Argis.

Que les Anglois ne croient pas à notre régénération; que la France avilie soit la dérision de ce peuple libre; que les meilleurs citoyens renoncent à voir annéantir les trois aristocraties qui nous rechargent de fers plus pesans que les premiers; qu'ils cessent d'espérer de recueillir jamais les fruits de la liberté conquise ou reconquise, rien de plus conséquent, quand on voit les êtres les plus vils, les plus diffamés, accaparer sans pudeur, avec l'or qu'ils ont acquis par leurs prévarications, par leurs forfaits, les places les plus importantes de la société, alors qu'elles ne devroient être que la récompense des talens et de la vertu la mieux éprouvée.

Ce n'étoit pas assez pour le sieur Boucher d'Argis d'être indécemment, à la fois, commandant de bataillon, député à la commune, et conseiller au châtelet; ce n'étoit pas assez, pour alimenter l'impudence et l'orgueil de ce vil robin, de réunir en ses mains trois pouvoirs déclarés incompatibles par l'assemblée nationale, il falloit encore qu'il devînt un des chefs de l'infâme tribunal dans lequel il ne jouoit qu'un rôle secondaire, et qu'il achevât de l'avilir en le présidant. Sur la démission bien payée, ( et l'on sait avec quel argent ) du lieutenant particulier Bellanger, le sieur Boucher d'Argis (1) vient d'être installé publiquement dans la place de lieutenant particulier au châtelet, c'est-à-dire, de représentant du sieur Omer-Talon, lieutenant civil ( ex-marquis ) et du lieutenant criminel Bachois ( ex-chevalier ) toutes les fois que ces deux êtres ne pourront ou ne voudront pas vacquer personnellement à l'exercice de leurs

---

(1) On devoit l'appeller Boucher de Favras; car c'est lui qui, par la barbarie la plus réfléchie, a appuyé les conclusions du procureur du roi, et qui a déterminé tous les jeunes conseillers à les adopter. — Deux avoient en le courage de lui dire : « Monsieur, cet homme là ne nous paroît point mériter la mort; nous ne signerons pas ». — Ils ont pourtant signé.....



fonctions. ---- Voilà donc le sieur Boucher d'Argis, ou pour mieux dire, Boucher de Favras, élevé au rang suprême ; le voilà donc, à la fois, juge civil, juge criminel, officier municipal et commandant de bataillon ; voilà les quatre pouvoirs, dépendans de la puissance exécutive, réunis dans la même main : et c'est l'or de la cour, l'or tiré du trésor public, c'est l'argent du peuple qui a servi à acheter tant de puissance ; et c'est le blanchisseur de Bezenval et consorts, l'assassin de Favras, etc. etc. etc. qui, dans ces jours de régénération et de liberté, va tenir dans ses mains impures et sacrilèges la balance sacrée de la justice.....

#### Du Livre rouge (1).

Il est donc enfin entre nos mains ce honteux monument des déprédations du trésor public ; nous le tenons donc enfin ce fatal livre rouge qui contient la liste effrayante et secrète des sang-sues de la nation. Il vient d'être remis au comité des finances pour y subir un scrupuleux examen. Déjà l'on sait que tout ce qui y est relatif aux dernières années du règne de Louis XV est cartonné : et pourquoi cartonné ? c'est parce qu'on y auroit vu trop d'horreurs.... La dernière page de ce règne, qui ne contient que les trois premiers mois de 1774, annonce à elle seule trois

---

(1) On auroit dû l'appeller le livre de sang.

millions de dépenses. .... Qu'annonceroient donc les feuillets cartonnés s'il étoit possible d'y lire? .... Les dépenses du nouveau règne s'élevèrent, depuis 1774 jusqu'à l'année dernière, à plus de 228 millions, dont 130 millions ont été dissipés sous des noms en blanc, sans indication d'aucun des objets auxquels ils ont été employés.. Hé ! le trésor public auroit été au milieu de la forêt de Bondy ; les brigands l'auroient-ils pillé avec plus d'effronterie?..... Les Danaïdes auroient plutôt rempli leur tonneau, que le peuple infortuné cette caisse livrée sans pudeur à l'avidité insatiable des intrigans, des favoris et des ministres, qui y puisoient d'autant plus, que le sang des peuples venoit à plus grands flots la remplir. Ce n'est pas au comité des finances que cette liste d'antrophages devoit être remise ; c'étoit au comité des recherches qu'il la falloit donner, en lui enjoignant de prendre tous les renseignemens nécessaires à la conviction des infâmes qui, par des bons arrachés par les manœuvres les plus criminelles et par l'importunité à la foiblesse du monarque, ont vexé, opprimé, sangsûré le peuple, et mis la France à deux doigts de sa perte.

Demain l'affaire de M. Danton contre les juges du châtelet.

---

De l'Imprimerie de M A R A T.